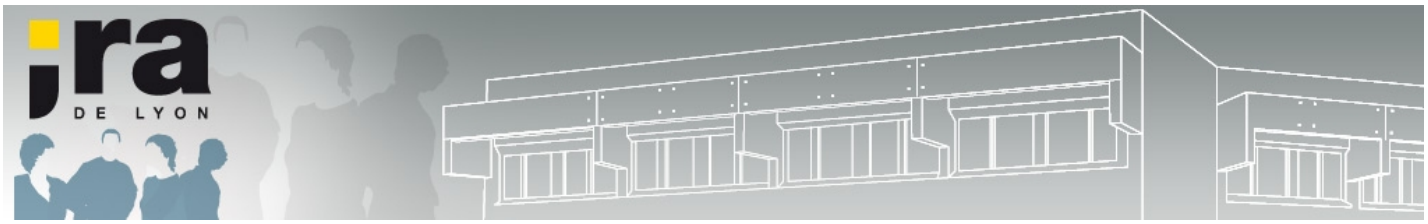

Centre de ressources documentaires 07/10/2014

Conférence : « **LA POLITIQUE D'ACHAT DE L'ÉTAT** »
Mercredi 8 octobre 2014
Bibliographie sélective – Intervenant : Monsieur Hervé LE DÛ (Directeur des opérations au Service des achats de l'État)

Les documents (ouvrages et articles) sont disponibles au centre de ressources documentaires.

1 / Rationalisation et globalisation des achats – présentation du service des achats de l'État (SAE)

➢ *Textes de référence*

- Circulaire du SG/n°5669 du 31 juillet 2013 relative à la politique des achats de l'État et de ses établissements publics (Ce texte invite les ministères et les établissements publics à réaliser d'ici à 2015 une économie de deux milliards d'euros sur l'ensemble de leurs achats courants, à l'exception des achats de défense et de sécurité)

- Décret n°2013-623 du 16 juillet 2013 modifiant le décret no 2009-300 du 17 mars 2009 portant création du service des achats de l'État (Missions du Service des achats)

- Décret n° 2009-300 du 17 mars 2009 portant création du service des achats de l'État

- Arrêté du 17 mars 2009 pris en application de l'article 3 du décret n° 2009-300 du 17 mars 2009 portant création du service des achats de l'État (version consolidée au 12 septembre 2011)

➢ *Ouvrages*

- SERVICE DES ACHATS DE L'ÉTAT, **Les achats de l'État et de ses établissements publics - Objectifs et organisation. Guide de la modernisation de l'achat**, septembre 2013, 16 p. (http://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/sae/doc/SAE_060913_guide_modernisation_achat_avec_liens.pdf >)

- BLAVETTE Julien, BOQUET Clarisse, BOUESSEL DU BOURG Gwenolé ; et al, **La fonction « Achat » dans le secteur public : un levier de modernisation du management ?**, Institut supérieur du management public et politique (ISMaPP), 05/2005, 48 p. (**Cote 511-BLA**)

La réforme de la fonction achat vise à rationaliser la dépense publique et porte sur le personnel, le processus d'achat et la dématérialisation des procédures. Elle s'inscrit dans la modernisation du secteur public.

➢ ***Dans les revues***

- KOEBEL Bruno, **Le groupement de commandes : mutualiser pour mieux acheter ;** La Semaine juridique - Administrations et collectivités territoriales, 28/04/2014, n° 17, pp. 9-11

L'article 8 du Code des marchés publics met en place le groupement de commandes qui permet à plusieurs personnes publiques relevant du code des marchés publics et justifiant de besoins communs liés à un achat déterminé ou à une opération ponctuelle dans le domaine des fournitures, des services ou des travaux, d'associer leurs maîtrises d'ouvrage respectives dans le but de réaliser des économies d'échelle.
Cet instrument juridique nécessite la conclusion d'une convention constitutive entre l'ensemble des parties intéressées. Le groupement est animé par un coordonnateur et peut conduire à la constitution d'une commission d'appel d'offres dotée d'un pouvoir décisionnel ou consultatif.

➢ ***Sur le Net***

- Audit de modernisation des achats publics - Synthèse des résultats

Audit réalisé en 2006 : bilan, cartographie des dépenses, pistes de réflexion...

- Le site du Service des Achats de l'État : http://www.economie.gouv.fr/sae/presentation

2 / Professionnalisation de la fonction achat

➢ ***Textes de référence***

- Code des marchés publics (édition 2006) - Version consolidée au 28 juillet 2013

- Circulaire du 10 février 2012 relative à la professionnalisation des achats des établissements publics de l'État

- Circulaire du 14 février 2012 relative au Guide de bonnes pratiques en matière de marchés publics

➢ ***Ouvrages***

- Direction des affaires juridiques, **Guide pratique de l'achat public innovant ; Conjuguer au présent l'innovation avec les politiques d'achat public**, - Paris : Ministère de l'Économie et des Finances, 01/2014, 45 p. **(Cote 65-MIN)**

A l'issue de la deuxième conférence des ministères économiques et financiers sur l'achat public innovant qui s'est tenu à Bercy le 30 janvier 2014, la direction des affaires juridiques a publié sur son site ce guide ainsi qu'une synthèse contenant notamment un récapitulatif des bonnes et mauvaises pratiques.
Guide pratique ; Synthèse

- LINDITCH Florian, CRAHÈS Michel, ROMAN-SÉQUENSE Brigitte, et al., **Guide de l'achat public 2013 ;** - Paris : LexisNexis, 11/2013, 1091 p. **(Cote 65-LIN)**

65 rubriques élaborées par des praticiens exposent les principes, la jurisprudence, des conseils pratiques, des exemples et les écueils à éviter en matière de commande publique (État, collectivités territoriales et Sécurité sociale). Conçu et écrit par des praticiens, cette nouvelle édition intègre les dernières modifications de la règlementation et de la jurisprudence, ainsi que les préconisations formulées par le Guide de bonnes pratiques en matière de marchés publics.

- HUGUET Hervé, **Organiser sa fonction achat ;** Territorial éditions, 10/2011, 140 p. (**Cote 65-HUG**)

Tous les aspects de l'achat public sont ici détaillés : responsabilités, principes à respecter, gestion des risques, dématérialisation, calcul des coûts, différents acteurs, qualité, contrôles...

- MICHELOT Anne-Marie, MICHELOT Benjamin, **Achat public mode d'emploi ;** Direction de l'information légale et administrative, 2011, 179 p. (**Cote 65-MIC**)

Cet ouvrage clair et pratique permettra à l'acheteur public de réaliser ses marchés de travaux, de services ou de fournitures dans les règles.

- PARISI Philippe, PIASECKI Julien, **Organiser ses achats non formalisés ;** Territorial, 03/2011, 107 p. (**Cote 65-PAR**)

L'acheteur public trouvera dans ce guide les outils nécessaires pour définir les besoins, rédiger un règlement intérieur et sécuriser les achats.

- PARISI Philippe, PIASECKI Julien, **La bonne définition du besoin pour un achat public efficace et responsable ;** Territorial éditions, 12/2010, 87 p. (**Cote 65-PAR**)

Indispensable à l'acheteur public : outil d'aide à la détermination des besoins, à l'analyse et à la sélection des offres, il comporte des schémas, tableaux, points-clés, textes réglementaires et de jurisprudence.

➢ ***Dans les revues***

- **Achats publics : des objectifs ambitieux ;** Echanges, 07-09/2013, n° 166, pp.4-5

Après quatre années d'existence, le Service des achats de l'État (SAE) a vu ses prérogatives élargies, à la faveur de la publication d'un décret paru au Journal officiel du 17 juillet 2013. Les dispositions contenues dans ce texte permettent de répondre à un double impératif : consolider les stratégies d'achats des services de l'État et développer l'accès à la commande publique pour les PME et les entreprises innovantes.

- RUMEAU Jean Paul, **Marchés publics : et si nous raisonnions « entre praticiens.com » ?** Intendance, 02-03/2011, n° 110, pp. 56-61

Témoignage d'un gestionnaire comptable de lycée à propos des procédures d'approvisionnement public.

- BOITEAU Claudie, CASAS Didier, RICHER Laurent, et al., **2001-2010 : 10 ans de contrats publics** ; Contrats publics - l'actualité de la commande et des contrats publics - ACCP, 06/2010, n° 100, 162 p.

Voir notamment : l'émergence des principes de la commande publique, la naissance de l'efficience économique, la prise en compte du développement durable...

- BLOCH Bernard-Michel, LICHÈRE François, DOUMAIN Serge, et al., **Les nouvelles modalités de la commande publique** ; Les Cahiers de la fonction publique et de l'administration, 09/2009, n° 292

Ce supplément au n° 292 fait le point sur les nouveautés en matière d'achat public. Voir notamment "Cas pratique : la politique d'achat en établissements scolaires", pp. 25-28.

3 / Achat public durable

➢ ***Texte de référence***

- Circulaire du 3 décembre 2008 relative à l'exemplarité de l'État au regard du développement durable dans le fonctionnement de ses services et de ses établissements publics

➢ ***Ouvrages***

- Groupe d'étude des marchés développement durable, **Notice d'information relative aux achats publics socio-responsables**, Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi, 07/2009, 99 p. (**Cote 65-GRO**)

Ce document aborde notamment la question de la promotion de la diversité, l'accessibilité des services publics, l'accès à la commande publique facilitée pour les PME et les entreprises de l'économie sociale et solidaire, les achats éthiques et équitables.

En ligne :
http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/oeap/gem/apsr/apsr.pdf

- COURTOIS Guy, RAVENEL Pierre, **Réussir un achat public durable. Retours d'expérience et fiches méthodologiques**, Éditions le Moniteur, 2008, 269 p. (**cote 65-COU**)

La nouvelle culture d'achat durable intègre les problématiques techniques, sociales, écologiques, éthiques et commerciales. 20 fiches, classées en familles d'achat, décrivent un processus d'achat durable.

➢ *Dans les revues*

- GARRIGUES Arnaud, **Commande publique. Pourquoi il faut acheter durable ;** La Gazette des communes, des départements, des régions, 10/06/2013, n° 23/2177, pp. 21-26

Aujourd'hui, les collectivités ne retiennent plus le prix comme unique priorité dans l'attribution des marchés publics, mais se basent aussi sur des critères sociaux, sociétaux ou environnementaux. Toutefois, certaines pratiques sont à la limite de la légalité malgré les avancées du Code des marchés publics, ce qui devient alors un frein au développement des achats durables. L'achat durable implique de bien connaître l'offre et les modes de production des fournisseurs, de bien analyser les besoins et de vérifier l'exécution des clauses sociales et environnementales.

- EMERY Cyrille, **Les cinq objectifs des achats publics durables** ; Le moniteur des travaux publics et du bâtiment, 15/10/2010, n° 5577, pp. 98-99

La loi du 12 juillet 2010 définit cinq objectifs pour le développement durable : climat, biodiversité, cohésion sociale et solidarité, production et consommations responsables, épanouissement de l'être humain.

➢ *Sur le Net*

- **Plan national d'action pour des achats publics durables 2014-2020**, Commissariat général du développement durable, 2014, 32 p.

En ligne : http://www.consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Plan_national_d_action_pour_les_achats_publics_durables.pdf

Le Plan national fournit aux acheteurs publics des références, une évaluation de la situation existante et une méthode pour réaliser des achats publics durables.

- La lettre de l'Observatoire économique de l'achat public n° 22-2011, consacrée à l'achat public durable

En ligne : http://www.economie.gouv.fr/daj/lettre-loeap

- Guide de l'achat public éco-responsable, réalisé par l'ADEME en partenariat avec le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie et le ministère de l'écologie et du développement durable (2004).

En ligne : http://www.ecoresponsabilite.ecologie.gouv.fr/IMG/guideN_B.pdf